



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@wanadoo.fr - <https://www.fnlp.fr>

– COMMUNIQUÉ DE PRESSE –

Rapport Sauvé sur les crimes de pédophilie dans l'Eglise catholique :

L'Eglise catholique et le Gouvernement Macron/Darmanin pris à leurs propres pièges !

« Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps. Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps. Mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps. » - *Abraham Lincoln.*

Le **rapport Sauvé** est un véritable séisme qui risque d'emporter l'**Eglise catholique** toute entière dans l'abîme, d'où l'effroi, les erreurs, les provocations des Eminences qui s'accrochent à l'Autel pour ne pas disparaître. Chacun essaie de tirer son épingle du jeu et la crise se développe.

Pourtant, tout avait été fait pour limiter le scandale. A l'instar de ce qu'elle avait déjà fait pour l'**Affaire Touvier**, l'Eglise catholique mettait en place une commission pour noyer le poisson : la **Commission Sauvé**, en espérant que cela arriverait au même résultat que pour le **milicien Touvier** : L'Eglise catholique n'était en rien responsable, seuls quelques individus en marge étaient en cause.

Mais patatras, c'est le poisson qui noyait le pêcheur et le « *pêcheur* » était bien fautif en la matière. La **Commission Sauvé** (et il faut lui rendre hommage pour cela, contrairement aux premières craintes de la **Libre Pensée**) a fait remarquablement son travail. Le scandale était si énorme, les victimes si nombreuses, l'horreur si grande, que plus rien ne pouvait empêcher la lumière de se faire jour.

*Dès le mois d'août 2021, le Congrès national de Voiron
de la Libre Pensée analysait ainsi les choses :*

« Ce n'est pas un hasard, nous l'avons souvent souligné, que cela soit aux **Etats-Unis** que les affaires de pédophilie dans le clergé catholique ont été mises au grand jour. C'est l'impérialisme et ses subsidiaires qui ont fait éclater les affaires pour domestiquer le **Vatican**. L'Episcopat catholique des USA est exsangue, il a été saigné à blanc par les indemnités qu'il a dû verser aux victimes des crimes du clergé.

Et c'est au tour de **la France, de l'Allemagne, de l'Espagne**. Tout cela va déferler et rien ne pourra l'empêcher. Le **Vatican** risque d'être emporté par la tourmente financière. Pour pouvoir tenir face à cette déferlante, le pape n'a pas d'autre choix que de faire le ménage sur tous les plans, pour tenter de résister. D'où les procès au sein de la curie, d'où les tentatives d'en finir avec la pédophilie et les scandales, notamment financiers.

Et c'est là, que la **Libre Pensée** a un rôle à jouer. La **Commission Sauvé** sur les crimes de pédophilie dans le clergé français semble tétanisée pour remettre son rapport. La ligne de conduite est claire : il va falloir payer beaucoup pour faire taire les victimes. Qui va payer ? L'Eglise aimerait bien, comme à l'accoutumée, que cela soit les autres.

Mais déjà les résistances se dévoilent. Au sein même des fidèles, commence à se constituer un mouvement de refus : **pourquoi les brebis devraient cracher au bassin pour les fautes du berger ?** Le clergé faute, les fidèles paient. Cela a du mal à passer.

Bien entendu, l'Eglise va tendre la sébile auprès des pouvoirs publics pour qu'ils paient à sa place. Déjà, **Emmanuel Macron** a décidé de faire passer la déduction fiscale pour le **Denier du Culte** de 66% à 75%. Mais cela ne suffira pas. Il faut s'attendre, pour arracher à l'Eglise et aux autres religions dans la foulée un certain soutien à sa politique, que Macron mette en œuvre une série de mesures pour financer les cultes, afin, entre autre, d'acheter leur silence sur les entorses au libre exercice du culte, mises en œuvre par la loi dite « Séparatisme ». Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné. C'est pourquoi, **Emmanuel Macron** est contraint d'aller à Lourdes faire le pitre comme un premier communiant, une première depuis **Pétain**, pour tenter de donner du baume au cœur des Evêques. Tout cela confine au ridicule et à la dérision.

Nous avons décidé de proposer au Congrès national qu'il décide (ce qui a été décidé) que les Fédérations départementales s'engagent dans une grande enquête, sur tous les fronts, pour mettre à jour les biens de l'Eglise, à combien ils se montent, quelle est la richesse exacte du clergé. L'objectif est par cette enquête d'intérêt public d'empêcher que l'Etat finance les réparations aux victimes à la place des Evêques. L'Eglise a les moyens, qu'elle paie le prix de ses turpitudes ! Nous avons déjà envoyé aux Fédérations un certain nombre d'éléments et d'outils de travail pour cela

Si la **Libre Pensée** veut faire cela, ce n'est pas par simple anticléricalisme de bon aloi, c'est que cette question va devenir une affaire de défense de la République, de la laïcité des institutions, des libertés démocratiques qui veulent que la justice s'applique aux justiciables, ce n'est pas aux innocents de payer. On connaît le vieil adage catholique : l'Eglise ne connaît pas le péché, elle ne connaît que les pécheurs. Mais là, cela risque d'être une autre affaire. »

**Faisons ensemble l'inventaire des biens de l'Eglise :
L'Eglise peut payer, l'Eglise doit payer !**

A peine connu le **Rapport Sauvé** que chaque prélat, chaque mitré y allait de son repentir. Au même moment, **Médiapart** dévoilait que l'**Archevêque de Strasbourg**, qui faisait aussi son numéro de repentir, avait préservé et préserve toujours la réputation d'un agresseur, accusé

d'abus sexuel. *Que ta main droite ignore ce que fait ta main gauche.*

Le Président de la **Conférence des Evêque de France** déclarait même que les lois de Dieu étaient aussi au-dessus de la République et qu'en conséquence, il ne fallait pas violer *le secret de la Confession auriculaire*. Comme la **Libre Pensée** l'établit dans la note d'analyse ci-jointe à ce communiqué, le « *secret de la confession* » est une auguste fadaise qui ne s'impose à personne au nom d'une quelconque autorité, quelle qu'elle soit. Le « *secret de la confession* » est une convenance personnelle passée entre personnes qui l'acceptent. C'est une convention purement privée. **Elle n'a aucune force de loi.**

Ce secret est de même nature que celui que sont « *obligés* » de respecter, en « *vertu de la loi morale* », les **Francs-Maçons**. Cela ne peut servir en aucun cas à camoufler et à taire des crimes, surtout contre des enfants. D'ailleurs, l'Eglise catholique ne s'est pas toujours pliée au respect du secret de la confession. Le nombre de victimes de **l'Inquisition** est là pour en témoigner.

***Avec la Commission Sauvé, l'Eglise s'est pris les pieds dans le tapis.
Mais le gouvernement est aussi sur la sellette !***

Le gouvernement **Macron/Darmanin** a mis en œuvre la loi « *Séparatisme* » contre les présumés musulmans. Le **ministre de l'Intérieur** a même dit à cette occasion : « *Les catholiques n'ont rien à craindre* ». On ne lui conseille pas de se recycler comme voyante, ses prédictions n'ont pas fait *flores*, loin s'en faut.

Nous rappelons que la loi « *Séparatisme* » et le projet de décret rendu public prévoit que si un membre d'une association religieuse tient des propos séditieux (et le **Président de la CEF** en a tenu incontestablement), le gouvernement est tenu d'engager un processus de dissolution de l'association concernée.

Monsieur Darmanin va-t-il dissoudre l'Eglise catholique ?

Si le **Ministre de l'Intérieur** devait traiter autrement **l'Eglise catholique** que les associations musulmanes qu'il a fait dissoudre, que faudrait-il en conclure ? Que nous sommes à nouveau dans *Les animaux malades de la peste* : « *Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir.* » ?

Par la loi « *Séparatisme* », le gouvernement et sa majorité parlementaire aux ordres a mis en route une véritable machine de guerre civile contre la population, pour mieux la diviser pour la réprimer. On en voit toutes les prémices aujourd'hui.

***L'heure des comptes est en train de sonner !
Abrogation de la loi totalitaire et xénophobe dit « Séparatisme » !***

La Bastille, le 11 octobre 2021